

Royaume-Uni

L'orientation des plus de 16 ans : nouveaux modèles, nouvelles questions

Bien que certains contestent l'utilité du concept de « transition » et que d'autres suggèrent des métaphores alternatives (cf. Shildrick et MacDonald, 2007), nombre de sociologues s'accordent à dire que



■ Tracy SHILDRICK,
Robert MACDONALD

les parcours éducatifs suivis par les jeunes après 16 ans, l'emploi et la formation ont profondément changé au cours des trente dernières années au Royaume-Uni¹.

L'orientation des jeunes a été modifiée par une série de développements économiques et sociaux (Roberts, 1995 ; Mizen, 2003). Citons par exemple le quasi effondrement du marché du travail des jeunes et la baisse prononcée du nombre d'emplois et de places en apprentissage disponibles ; un chômage structurel, constant et géographiquement concentré ; la mise en place de mesures de formation pour jeunes et de programmes de préparation à l'emploi ; des « réformes » sociales qui ont réduit le droit des jeunes à bénéficier d'avantages ainsi que le développement des chances

L'orientation des jeunes de plus de 16 ans au Royaume-Uni subit certains changements. Ils poursuivent généralement leurs études plus longtemps et entrent plus tardivement sur le marché du travail mais on observe de nettes disparités dans les parcours. Assistez-vous à l'apparition de nouveaux modèles ?

d'intégrer un programme de perfectionnement (*Further Education* [FE]) et des études supérieures (*Higher Education* [HE]) pour les jeunes qui auraient eu au préalable des difficultés à poursuivre des études au-delà de l'âge obligatoire.

Au Royaume-Uni, comme dans les autres sociétés européennes, il résulte principalement de ces changements que la transition vers l'âge adulte dure plus longtemps pour la majorité des jeunes. Désormais, les jeunes dépendent plus longtemps de leurs parents et accèdent plus tardivement aux statuts et aux activités qui étaient autrefois considérés comme exclusivement réservés aux adultes (comme percevoir un salaire, quitter le domicile parental, instaurer des relations sentimentales de longue durée, avoir des enfants). De tels changements de statut peuvent être « découplés » dans la mesure où l'accomplissement de l'un (tel qu'avoir des enfants) n'est plus dépendant de l'autre (par exemple avoir un emploi fixe) (Jones, 2002). De même que les périodes de transitions pour les jeunes durent plus longtemps, elles sont aussi plus complexes (EGRIS, 2001). Elles sont également considérées comme impliquant des niveaux de risque et d'individualisation plus élevés.

■ 1 L'âge minimum pour arrêter l'école est actuellement de 16 ans au Royaume-Uni.

Les théories d'une « société du risque » et d'une « modernisation réflexive » (Giddens, 1990, 1991 ; Beck, 1992 ; Beck et al, 1994) ont eu une grande influence sur les études sur la jeunesse au Royaume-Uni. Les chercheurs, avec ce système théorique, mettent en évidence les stratégies personnelles plus élaborées, plus réfléchies et plus individuelles que l'on demande désormais aux jeunes d'adopter face à la multitude « d'opportunités » récurrentes du monde des plus de 16 ans plutôt que de suivre les « stratégies » traditionnelles et obsolètes liées aux collectivités sociales structurelles de la période moderniste².

L'IMPACT PERMANENT DE L'INÉGALITÉ DES CLASSES SOCIALES

Cependant, une des caractéristiques majeures de l'analyse de l'orientation des jeunes au Royaume-Uni reste *l'intérêt porté aux inégalités entre les classes sociales*. Ainsi, la conclusion à l'interrogation de Furlong et Cartmel sur les théories de l'individualisation et du risque (2007) rapporte que les transitions plus longues représentent un sens du choix et du risque plus développé (ressenti subjectivement par les jeunes comme une plus grande autonomie personnelle) ; leur grande complexité occulte le fait que les divisions sociales existantes sont reproduites de différentes manières. Les origines prédisent toujours les résultats.

Dans le même esprit, alors que certains perçoivent le prolongement de la « phase jeunesse » au Royaume-Uni comme le début d'une nouvelle phase de vie « post-adolescente » (Jones et Wallace, 1992) ou « l'émergence de l'âge adulte » (Arnett, 2006) affranchie de bien des choses que l'on est en droit d'attendre d'un adulte, d'autres sont sceptiques quant au partage égal de ces nouvelles libertés et de ces nouveaux plaisirs. Comme Bynner (2005, p. 375) le fait remarquer, « *le fait de suivre des études plus longtemps et de s'accomplir professionnellement se resserre sur les segments les plus*

avantagés de la société ». En effet, la plus sérieuse faille dans la théorie d'Arnett est son incapacité à donner du crédit aux recherches qui démontrent que l'expérience de la jeunesse au Royaume-Uni est de plus en plus divisée et polarisée entre ceux qui connaissent une transition « accélérée » vers l'âge adulte et ceux qui connaissent une transition « ralentie ». De même, cette « division des jeunes » se reflète sur les différences culturelles entre classes et sur les inégalités matérielles (Jones, 2002).

En d'autres termes, *l'impact permanent de l'inégalité des classes sociales* est un facteur clé. Pour s'attaquer aux conséquences des désavantages sociaux sur les opportunités offertes à chacun, notamment au niveau des réformes de l'éducation et des politiques visant à réduire la pauvreté des enfants, le gouvernement britannique a consenti à faire des efforts, en particulier depuis 1997. En dépit de cela, le facteur « classe sociale » est évident dans les enquêtes actuelles sur les parcours des plus de 16 ans et leurs résultats qui en découlent. Au cours des dernières décennies, la principale action de la politique gouvernementale envers les jeunes au Royaume-Uni, au vu de l'impulsion donnée par les gouvernements travaillistes depuis 1997, a été d'incorporer de nombreux jeunes à des programmes de poursuite d'études, de formation et d'embauche.

En termes politiques, la poursuite des études supérieures constitue un moyen d'augmenter les chances de réussite des jeunes, de favoriser la mobilité sociale et de vaincre les inégalités existantes. Ainsi, réduire la proportion de jeunes « ni étudiants, ni en formation, ni avec un emploi » (NEET : not in education, employment and training) est devenu une priorité de la politique jeunesse du Royaume-Uni, ce qui peut, dans une certaine mesure, être considéré comme une approche faussée. Quelques statistiques officielles récentes confirment l'impact significatif de la poursuite d'études, la baisse de l'importance quantitative de la profession et des formations (au cours des années qui suivent immédiatement la fin des études) et l'influence constante de la classe sociale.

Commençons par les « premiers vœux d'orientation » des jeunes de 16 ans après l'âge minimum pour quitter l'école (MSLA : *minimum school leaving age*). Le tableau suivant présente les statistiques des premiers vœux pour ceux qui ont atteint l'âge minimum pour quitter l'école en 2005,

en comparant les données nationales de l'Angleterre avec celles de Middlesbrough, une ville postindustrielle du nord-est de

■ 2 Pour des raisons de place, nous ne discuterons pas des inégalités permanentes par ethnie et par sexe dans cet article.

l'Angleterre, avec Thorntree, un des quartiers les plus défavorisés de cette ville (qui a été un des sites pour choisis notre propre recherche sur l'orientation des jeunes et l'exclusion sociale: MacDonald et Marsh, 2005; Webster et al, 2004) et avec Nunthorpe, un des quartiers les plus riches de Middlesbrough.

récents, concernant les jeunes âgés de 16 ans en 2004 et de 19 ans en 2007, indiquent que: « Il existait un lien étroit entre la poursuite [d'études] à 19 ans et le travail des parents. Les jeunes gens dont les parents ont des professions qualifiées sont plus susceptibles de poursuivre des études à temps plein que ceux dont les parents ont un emploi subalterne (61% contre 25%) et ont trois fois plus de chances de suivre des études supé-

Premier vœu d'orientation %	Etudes à temps plein	Formation parrainée par le gouvernement	Emploi à temps plein	« NEET »	Autre
Angleterre	73	04	11	08	05
Middlesbrough	72	10	03	09	06
Thorntree	59	16	04	15	06
Nunthorpe	82	10	01	01	08

Premiers vœux d'orientation des jeunes de 16 ans en 2005, en Angleterre, à Middlesbrough, Thorntree et Nunthorpe (source: Tees Valley Joint Strategy Unit, 2008)

Ces données illustrent la façon dont les statistiques nationales peuvent dissimuler une variation au niveau local. Les statistiques les plus caractéristiques sont indiquées en gras. Elles montrent à quel point, bien que la ville de Middlesbrough atteigne pratiquement le taux national de participation aux études après 16 ans, ses quartiers les plus pauvres, tel Thorntree, sont en retrait. En revanche, de plus grandes proportions participent aux formations parrainées par le gouvernement et/ou ne sont « ni étudiants, ni en formation, ni avec un emploi »; les deux premières destinations que nous connaissons sont liées à un « succès » moins important des orientations et des résultats à l'âge adulte (Jones, 2002).

Par ailleurs, le quartier de classes moyennes de Nunthorpe dépasse le taux national de poursuite des études et possède un pourcentage d'élèves ayant quitté l'école classés comme NEET de seulement 1%.

Le second exemple, tiré de l'enquête sur les jeunes (Youth Cohort Survey - YCS), rapporte la situation des jeunes trois ans après avoir quitté l'école, soit à 19 ans. Les chiffres les plus

rieures (57% contre 18%). Le dernier groupe était plus à même de travailler à temps plein et d'être dans la catégorie NEET. » (Department for Children, Schools and Families, 2007, p. 1)

Ainsi, alors que le taux de poursuite d'études des plus de 16 ans (et des plus de 18 ans) a augmenté de manière significative au Royaume-Uni ces trente dernières années, cette tendance générale masque les contrastes nets et persistants dans la poursuite des études selon l'origine sociale. Le taux de poursuite des études au niveau le plus élevé pour les personnes issues des classes sociales non-ouvrières a augmenté de 35% à 50% entre 1991 et 2001 (et correspond à la volonté du gouvernement de voir 50% des jeunes avoir accès aux études supérieures d'ici 2010). Cependant, à titre de comparaison, les chiffres concernant les classes sociales ouvrières sont de 11% et 19% (National Statistics, 2004).

Cette description des changements dans l'orientation des plus de 16 ans au Royaume-Uni souligne deux questions particulièrement importantes dans le cadre du débat politique et socioscientifique.

SANS ÉTUDES : TRANSITIONS « ACCÉLÉRÉES », « TRAVAIL PAUVRE » ET EXCLUSION SOCIALE

Une étude récente menée par le Prince's Trust³ et la London School of Economics révèle que: « Le chômage est à son plus bas niveau depuis une génération; davantage de jeunes quittant l'école poursuivent les études et les chiffres de la criminalité se sont stabilisés, voire ont chuté dans certains cas. Cependant, une part

■ 3 Organisme chargé d'aider les jeunes en difficulté à trouver leur voie au Royaume-Uni. (NdT)

non négligeable de la population est exclue de cette prospérité (elle est spectatrice et non actrice). Il s'agit la plupart du temps de jeunes vivant dans des communautés défavorisées dans tout le Royaume-Uni. » (McNally et Telhaj, 2007, p. 7).

Le nombre de jeunes Britanniques pas ou peu qualifiés est plus élevé que la moyenne des homologues européens (ibid.). Des indices montrent qu'un nombre important de jeunes au Royaume-Uni quittent le système éducatif officiel bien avant d'avoir la possibilité légale de le faire, à l'âge de 16 ans. L'absentéisme scolaire a été mis en relation avec des craintes sociales plus globales telles que les risques pour les jeunes d'être exposés au chômage et à la criminalité toute au long de leur vie. S'attaquer à l'éloignement scolaire a donc été identifié comme une « composante essentielle de la grande stratégie du gouvernement pour prévenir et combattre l'exclusion sociale », (Social Exclusion Unit, 1997, p. 3).

EXCLUSION DES ÉTUDES : EXCLUSION SOCIALE

On peut percevoir dans la réponse du gouvernement travailliste au rapport Leitch (2006, p. 9) sur le développement des compétences au Royaume-Uni une tentative de combattre l'absentéisme scolaire et l'arrêt des études. Le gouvernement s'est engagé à ce que, d'ici à 2015, tous les jeunes demeurent au sein du système éducatif à temps plein, à temps partiel ou par le biais d'apprentissages jusqu'à 18 ans. Cela rendra de fait impossible le travail des jeunes de moins de 18 ans. L'objectif est certainement louable mais, en parallèle, une telle proposition ne reconnaît pas que ceux qui ont tendance à abandonner l'école à 16 ans ont déjà, pour la plupart, échoué dans un système éducatif qui continue à valoriser ceux qui sont socialement plus avantagés (Ball, 2003). De tels manques ne peuvent être comblés par le prolongement de ce qui est devenu pour nombre de jeunes un processus décevant et même destructeur (MacDonald et Marsh, 2005 ; Evans, 2006). Pire encore, si le

gouvernement britannique persiste avec ce plan à vouloir pénaliser, voire à poursuivre, ceux qui refusent de se plier à ces propositions, il y a fort à parier que cette initiative accroîtra les nombreux inconvénients auxquels sont déjà confrontés ceux qui quittent l'école tôt.

La politique du gouvernement suscite des craintes compréhensibles : ceux qui sont exclus des longues études s'exposent également davantage au risque d'exclusion sociale. De faibles résultats scolaires sont étroitement liés à de plus importants désavantages et à un manque de progression des « carrières professionnelles ». Ainsi, cette politique a été dédiée aux personnes entrant dans la catégorie NEET (c'est-à-dire qui ne sont « ni étudiants, ni en formation, ni avec un emploi »). La condition d'appartenance à la catégorie NEET est liée à un éventail de circonstances et de comportements censés provoquer, prévoir ou illustrer « l'exclusion sociale » des jeunes et elle en est un exemple significatif (la relation exacte demeure parfois floue dans les documents politiques). Certains jeunes ont plus de risques d'appartenir à la catégorie NEET que d'autres. Les jeunes socialement défavorisés (par exemple les Noirs et les jeunes issus des minorités ethniques, les handicapés ou ceux qui ont besoin de soins particuliers, les personnes en fin de droits, les jeunes mères célibataires, la classe ouvrière qui quitte l'école) sont plus enclins que d'autres à se retrouver dans cette situation. Être dans la catégorie NEET sous-entend également d'autres désavantages, comme le chômage au début de la vie d'adulte (Social Exclusion Unit, 1999).

Le chômage chez les jeunes et l'exclusion sociale sont sans nul doute des préoccupations politiques de premier ordre, mais l'étude montre que peu de jeunes demeurent de manière permanente dans la catégorie NEET (Furlong and Cartmel, 2007). Il y a nettement moins de données relatives aux expériences de travail une fois que les jeunes ne sont plus dans la catégorie NEET et encore moins concernant la durée pendant laquelle ils restent en poste ou la réelle rapidité à laquelle certains retournent dans la catégorie NEET. Comme Midgley et Bradshaw (2006, p. 6) l'ont constaté : «...On accorde beaucoup moins d'attention à ceux qui ont des emplois précaires ou sous-qualifiés et qui demandent des conseils quant aux possibilités de suivre des études ou des formations. »

Furlong (2006, p. 555) s'interroge aussi sur la rigidité des catégories politiques, spécialement sur l'obsession gouvernementale à propos de la catégorie NEET : « La dichotomie entre l'emploi et le chômage n'est peut-être pas vraiment adap-

tée à notre époque moderne dans laquelle nombre de personnes, particulièrement des jeunes, peuvent occuper des positions précaires sur le marché du travail et être ballottées entre des emplois précaires et de courte durée, en connaissant en même temps de longue période de chômage.»

Ce processus perpétuel d'oscillation entre des périodes de travail courtes et mal payées puis un retour au chômage, ponctuées occasionnellement de périodes de formations ou d'études, est mis en relief par notre recherche (Webster et al, 2004; MacDonald et Marsh, 2005; Shildrick et MacDonald, 2007); il caractérise l'orientation professionnelle de beaucoup de jeunes de la classe ouvrière au Royaume-Uni (MacDonald, 2009).

Comme le remarque Toynbee: «*En Grande-Bretagne, une personne sur cinq qui est pressée de travailler touche un petit salaire dans des emplois essentiels, ceux qui graissent les roues et nettoient les sols du reste de la société*» (2003, p. 4). Ce genre de travail n'est pas réservé aux jeunes. Cela serait d'ailleurs moins inquiétant si c'était le cas, comme s'il ne s'agissait que d'une étape à franchir par les jeunes pour obtenir un travail meilleur et plus gratifiant. Cependant, les recherches montrent «*qu'environ deux millions de travailleurs au Royaume-Uni se trouvent dans une situation d'emploi précaire... ce qui les place à un niveau de risque constant de pauvreté et d'injustice*» (TUC, 2008, p. 3). Les faits démontrent la prépondérance de ce genre de travail pour les jeunes adultes du Royaume-Uni, faiblement qualifiés et économiquement pauvres (Fenton et Dermott, 2006). Les recherches de Furlong et Cartmel (2004, p. 27) sur les jeunes hommes défavorisés l'ont dévoilé: «*Leur principal problème n'a pas été de trouver du travail, mais de le garder. Cette insécurité de l'emploi ne tendait pas à refléter les attitudes négatives...ou un manque obligatoire de compétences, il s'agissait presque uniquement d'une conséquence de la nature «flexible» de l'emploi sous-qualifié dans la Grande-Bretagne moderne.*»

En effet, il semble que le «travail pauvre» combiné à un chômage récurrent soit devenu

une «expérience normale» pour la plupart des personnes de la classe ouvrière et «représente le genre d'exclusion que l'on rencontre le plus fréquemment dans notre type de société» (Byrne, 1999, p. 74). Dans ce contexte, les efforts pour s'attaquer à la catégorie «NEET» via les programmes de «bien-être par le travail» s'ajoutent au problème de l'exclusion sociale, cantonnant ainsi les jeunes adultes à des emplois stagnants, sous-qualifiés et précaires (MacDonald et Marsh, 2005; Shildrick, 2009). Comme McKnight (2002, p. 98) le fait remarquer, obtenir un emploi de ce genre peut tout simplement être synonyme de «retour dans le cycle de la pauvreté» plutôt que de sortie de «l'exclusion sociale».

AVEC DES ÉTUDES : TRANSITION « RALENTIE » ET ÉTUDES SUPÉRIEURES DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Une série de trois études menées en Écosse s'est focalisée sur la façon dont les jeunes socialement défavorisés ont accédé à l'université, sur ce qu'ils ont ressenti en tant qu'étudiants et comment ils s'en sortent une fois leur diplôme obtenu (Forsyth et Furlong, 2002, 2003; Furlong et Cartmel, 2005). Les auteurs ont conclu que le développement des études supérieures offrait plus de débouchés pour la plupart des jeunes de la classe ouvrière mais, en raison des barrières financières, géographiques et sociales auxquelles ces étudiants étaient confrontés, ils étaient plus enclins à s'inscrire à des cursus moins prestigieux ou à des cours avancés dans des universités moins réputées mais plus proches de leur domicile (contrairement aux étudiants plus avantagés). Leur échantillon bénéficiait d'un «capital culturel» de petite classe moyenne et d'une information privilégiée (provenant des parents et des responsables d'orientation scolaire) à propos des «meilleurs» cursus, départements et universités auxquels s'inscrire. Une fois à l'université, les étudiants trouvent souvent que leur expérience est aliénante d'un point de vue culturel (par exemple: personne, que ce soit les tuteurs ou les étudiants, ne s'exprimait avec le même accent populaire qu'eux). En raison de leur nouveau statut, ils peuvent également se sentir isolés de leur foyer, de leurs anciens amis et de leurs précédents réseaux sociaux. La peur de l'endettement et le manque de confiance dans leur position sociale se sont répercutés sur leur progression à l'université. Ils mettent plus de temps à obtenir leur premier diplôme et l'on constate un taux d'abandon plus élevé (par exemple, parce qu'ils redoutent de s'en-

detter ou d'avoir choisi le mauvais cursus). En comparaison avec les étudiants des classes moyennes, ils étaient également défavorisés sur le marché du travail. Ils tendaient à obtenir un diplôme moins qualifiant que les étudiants plus fortunés et avaient besoin de plus de temps pour trouver des emplois qualifiés, en partie parce qu'ils demeurent plus attachés à leur foyer. Dans cet échantillon, un emploi précaire et sous-qualifié est monnaie courante juste après l'obtention du diplôme. Des dettes, plus ou moins élevées pour un étudiant, signifiaient que les diplômés défavorisés étaient contraints d'accepter le premier emploi venu plutôt que d'attendre un emploi qualifié (même si l'étude estime que plus de la moitié d'entre eux pourrait finalement trouver un emploi qualifié).

Ces recherches, en plus de démontrer les inégalités de classe au cours des études supérieures, interpellent sur les rendements décroissants liés à la possession d'un diplôme universitaire puisque de plus en plus d'étudiants en obtiennent. Comme Jones (2002, p. 15) le fait également remarquer : «...Il va de soi que l'augmentation des qualifications entraîne une diminution de leur valeur et le bonus mérité pour avoir obtenu un diplôme est moins évident. » Un « diplôme dévalorisé » signifie que les emplois, auparavant accessibles avec des qualifications moyennes (par exemple, les emplois typiques des jeunes de 18 ans), requièrent désormais de meilleures qualifications telles que des diplômes universitaires. Ce procédé pénalise encore plus ceux qui ne poursuivent pas d'études après 16 ans, rendant ainsi encore plus difficile la compétition pour postuler à des emplois (qui n'étaient probablement pas considérés comme des « emplois qualifiés » auparavant). Par exemple, une chaîne nationale de librairies exige de ses employés (c'est-à-dire de ses vendeurs) qu'ils possèdent un diplôme, mais paye les salaires habituellement associés aux emplois routiniers et non qualifiés. Comme de plus en plus de qualifications élevées sont obtenues, la valeur de ces diplômes décroît.

Un rapport récent a indiqué, de manière inquiétante, que les qualifications professionnelles d'un niveau peu élevé – pour ainsi dire celles que l'on réserve aux personnes de la classe ouvrière ayant quitté l'école et sous-qualifiées – ont généralement des effets insignifiants, voire parfois des effets négatifs sur les chances d'accéder au marché du travail (Adams, 2006).

Ainsi, malgré une présence plus importante des jeunes de la classe ouvrière dans les études au-delà de l'éducation obligatoire au Royaume-Uni, les possibilités d'enseignement, les expériences et les résultats demeurent socialement stratifiés et inégaux. Une étude récente réalisée par le Sutton Trust (2007) a révélé le processus qui aiguille les étudiants des « meilleures écoles » vers les « meilleures universités ». Elle a démontré que presque un tiers des étudiants qui s'inscrivaient dans les universités d'Oxford et de Cambridge chaque année provenaient de 100 écoles (80% d'entre elles appartenant au secteur privé). Le rapport a conclu que « le secteur scolaire au Royaume-Uni se caractérise par des inégalités disproportionnées. Un petit noyau d'élite qui proviennent des écoles alimentées les deux universités d'élite du pays » (2007, p. 11). Ces : « écoles à élite sont *presqu'exclusivement le fief des enfants issus des milieux privilégiés. Les écoles indépendantes, représentant seulement 7% des écoles et 15% des candidats au baccalauréat, dominent le classement des universités. Ces écoles sont ouvertes aux enfants dont les parents ont les moyens de payer les frais de scolarité. Les places restantes sont occupées par les écoles publiques qui pratiquent elles-mêmes une sélection sur des critères sociaux, soit à cause de la sélection académique soit à cause de leur situation géographique dans des zones où vivent les classes moyennes* » (p. 21).

En riposte au gouvernement qui pense que le développement des études supérieures aiderait à lutter contre les inégalités de classe, le Sutton Trust conclut que « le développement des études supérieures au Royaume-Uni profite de manière démesurée aux personnes issues de groupes fortunés et peut éclairer l'un des principaux facteurs de la faible mobilité sociale du pays » (p.10).

UNE RÉUSSITE SCOLAIRE DÉSESPÉRÉMENT PRÉVISIBLE

Bynner et al. (2002) comparent des groupes de personnes ayant 25 ans en 1983 et en 1995 de façon à comprendre les changements dans les chemins empruntés par les jeunes vers l'indépendance de l'âge adulte. Leurs recherches ont

confirmé que pour les plus de 16 ans les débouchés sont moins nombreux. Un fossé tend à se creuser entre ceux qui obtiennent de bonnes qualifications scolaires et ceux qui n'en ont pas. Leur argument, qui soutient la thèse de Jones, la « Division de la jeunesse » (Youth Divide, 2002), est que l'impact de la réussite scolaire sur des orientations réussies a augmenté au cours des dernières décennies (c'est-à-dire pour ceux nés entre 1958 et 1970), éloignant encore plus ceux qui ont réussi de ceux qui ont échoué. Comme Schoon (2007, p. 94) le fait remarquer, « les changements de la société et l'incertitude croissante n'ont pas le même impact selon les individus ».

De plus, elle pointe du doigt « la polarisation grandissante entre ceux qui ont eu accès aux transformations économiques et sociales et ceux qui en ont été exclus » (ibid.). Alors que les débouchés ont changé en matière d'orientation scolaire et professionnelle, il demeure de fortes continuités avec le passé. Bien que plus long, le parcours vers l'âge adulte est inhérent à la classe sociale.

Ce parcours est peut-être devenu déséquilibré et plus complexe, l'origine sociale et les habitudes des classes sociales influencent toujours le résultat. Les « options » les moins attractives sont choisies par ceux qui viennent du bas du classement dans la hiérarchie des classes.

Malgré l'importance grandissante de l'éducation, la réussite scolaire demeure désespérément prévisible en fonction des classes, même après des décennies de réforme des études. Diane Reay (2006, p. 304) mentionne gentiment : « La classe sociale reste le problème de l'enseignement qui revient encore et toujours hanter la politique de l'éducation en Angleterre ; en matière d'inégalité éducative la politique de l'éducation n'a littéralement aucun impact. » ■

■ TRACY SHILDRICK et ROBERT MACDONALD sont chercheurs au Youth Research Group, School of Social Sciences and Law, Université de Teesside, Middlesbrough, Royaume-Uni
T.A.Shildrick@tees.ac.uk

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ADAMS, J. (2006) *Towards a Full Employment North East?*, Newcastle : IPPR.
- ARNETT, J. (2006) « Emerging Adulthood in Britain : A Response to Bynner », *Journal of Youth Studies*, 9, 1 p.111-123
- BALL, S. (2003) *Class Strategies and the Education Market*, London : Routledge Falmer.
- BECK, U. (2004) BECK, U. (1992) *Risk Society: Towards a New Modernity* London : Sage.
- BECK, U., GIDDENS, A. ET LASH, S. (dir.) (1994) *Reflexive Modernization*, Cambridge : Polity Press.
- BYNNER, J., ELIAS, P., MCKNIGHT, A., PAN, H., ET PIERRE, G. (2002) *Changing Pathways to Employment and Independence*, York : Joseph Rowntree Foundation.
- BYNNER, J. (2005) « Rethinking the youth phase : the case for Emerging Adulthood? » *Journal of Youth Studies*, 8, 4 : 367-384.
- BYRNE, D. (1999) *Social Exclusion*, Milton Keynes : Open University Press.
- DEPARTMENT FOR CHILDREN, SCHOOLS AND FAMILIES, (2007) *Youth Cohort Study: The Activities and Experiences of 19 year Olds : England and Wales 2007*, London : DCFS,
- EGRIS (European Group for Integrated Social Research) (2001) « Misleading trajectories : transition dilemmas of young adults », in *Journal of Youth Studies*, 4, 1 : 101-118.
- EVANS, G. (2006) *Educational Failure and White Working Class Children in Britain* London : Palgrave.
- FORSYTH, A. ET FURLONG, A., (2000) *Socio-economic Disadvantage and Access to Higher Education*, Bristol : Policy Press.
- FORSYTH, A. ET FURLONG, A., (2003) *Losing Out? Socio-economic Disadvantage and experience in further and higher education*, Bristol : Policy Press.
- FURLONG, A. ET CARTMEL, F. (2004) *Vulnerable Young Men in Fragile Labour Markets*, York : Joseph Rowntree Foundation.
- FURLONG, A. ET CARTMEL, F. (2005) *Graduates from Disadvantaged Families : Early Labour Market Experiences*, Bristol : Policy Press.
- FURLONG, A. ET CARTMEL, F. (2007, 2^e édition) *Young People and Social Change*, London : Open University Press.
- FENTON, S. ET DERMOTT, E. (2006) « Fragmented careers », *Work, Employment and Society*, 20, 2 : 205-221.
- GIDDENS, A. (1990) *The Consequences of Modernity*, Cambridge : Polity Press.
- GIDDENS, A. (1991) *Modernity and Self-identity* Cambridge, Polity Press
- JONES, G. (2002) *The Youth Divide*, York : Joseph Rowntree Foundation.

- JONES, G. ET WALLACE, C., (1992) *Youth, Family and Citizenship*, Buckingham: Open University Press.
- LEITCH, S. (2006) *Prosperity for All in the Global Economy - world class skills*, HMSO: London.
- MACDONALD, R. (2009, à paraître, «Precarious work: stepping stones or poverty traps?», in Furlong, A. (dir.) *International Handbook of Youth and Young Adulthood*, Basingstoke: Palgrave.
- MACDONALD, R. ET MARSH, J. (2005) *Disconnected Youth? Growing up in Britain*, Vol. 42, No. 2. Poor Neighbourhoods, Basingstoke: Palgrave.
- MCNALLY ET TELHAJ (2007) *The Cost of Exclusion* London: The Prince's Trust.
- MCKNIGHT, A. (2002) «Low-paid Work: Drip-feeding the Poor' in Hills et al, *Understanding Social Exclusion* Oxford: Oxford University Press.
- MIZEN, P. (2003) *The Changing State of Youth*, Basingstoke: Palgrave.
- NATIONAL STATISTICS (2004) «Participation rates in higher education: by social class, Social Trends 34», www.statistics.gov.uk/statbase
- REAY, D. (2006) «The Zombie Stalking English Schools: social class and educational inequality» in *British Journal of Educational Studies* Vol. 54, No. 3.
- ROBERTS, K. (1995) *Youth and Employment in Modern Britain*, Milton Keynes: Open University Press.
- SCHOON, I. (2007) «Adaptations to changing times: Agency in context» in *International Journal of Psychology*
- SHILDRICK, T. ET MACDONALD, R. (2007) «Biographies of exclusion», *International Journal of Lifelong Education*, 26, 5: 589-604.
- SOCIAL EXCLUSION UNIT (1997) *Tackling Truancy*, London: Social Exclusion Unit.
- SOCIAL EXCLUSION UNIT (1999) *Bridging the Gap*, London: Social Exclusion Unit.
- THE SUTTON TRUST (2007) *University admissions by individual schools*, London: Sutton Trust.
- TOYNBEE, P. (2003) *Hard Work*, London: Bloomsbury.
- TUC Commission on Vulnerable Employment (2008) *Hard Work, Hidden Lives* London: TUC.
- WEBSTER, C., SIMPSON, D., MACDONALD, R., ABBAS, A., CIESLIK, M., SHILDRICK, T. ET SIMPSON, M., (2004) *Poor Transitions*, Bristol: Policy Press.